

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III- 99

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-99 (ex-article 137) (politique sociale)

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article III-98 (ex-136)], l'Union soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:
 - a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
 - b) les conditions de travail;
 - c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
 - d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
 - e) l'information et la consultation des travailleurs;
 - f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5;
 - ~~g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union;~~
 - h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article III-178 (ex-150)];
 - i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
 - j) la lutte contre l'exclusion sociale;
 - k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).
2. À cette fin:
 - a) la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à

l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;

- b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Cette loi-cadre européenne évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

3. Par dérogation au paragraphe 2, dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), ~~d), f) et g)~~, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée **jusqu'au 30 octobre 2009** par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~Le Conseil peut, sur proposition de la Commission, adopter une décision européenne pour rendre la procédure législative ordinaire applicable au paragraphe 1, points d), f) et g) du présent article. Il statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.~~

reste de l'article inchangé

Explication :

Dans une Union de 25 États membres, le maintien de l'unanimité équivaut à l'inaction ou en tout cas à des décisions peu satisfaisantes. Il convient donc de supprimer l'exigence de l'unanimité à l'article III-99 d'autant plus qu'il ne permet l'adoption que de prescriptions minimales. Toutefois, compte tenu de la sensibilité de mesures dans le domaine de la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs, ce passage à la majorité qualifiée pourrait être reportée de quelques années, ce qui permettrait le Conseil d'adopter les premières prescriptions minimales, qui ensuite pourront être modifiées à la majorité qualifiée. En inscrivant déjà maintenant dans la Constitution le passage à la majorité qualifiée dans la Constitution, cette perspective devient réaliste.

La matière vise à l'article III-99, paragraphe 1, point g) est déjà couverte par l'article III-163. Les conditions d'accès à l'emploi pour les ressortissants de pays tiers relève d'ailleurs logiquement plutôt de la politique d'immigration que de la politique sociale, qui doit être fondée sur le principe de non-discrimination.